

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU 19 MAI 2017

Présents : Claude OLIVE, Président, Jean-René ETCHEGARAY, Philippe NEYS, Florence LASSERRE-DAVID et Jean-Marc LESPAGE, Vice-Présidents, Eric BONNAMY, Alain IRIART, Membres délégués, Christian GONZALES, Robert HOURCADE, Jean-Pierre LAFLAQUIERE, Jean-Paul SALDUCCI et Marie-Ange THEBAUD.

Absents ou excusés : Emmanuel ALZURI et Louis DARRIBEROUGE, Vice-Présidents, Michel VEUNAC, Michel SOROSTE, Jacques VEUNAC, Nathalie MOTSCH, Martine BISAUTA.

Procurations :

- Emmanuel ALZURI à Claude OLIVE
- Jacques VEUNAC à Florence LASSERRE-DAVID
- Louis DARRIBEROUGE à Marie-Ange THEBAUD
- Martine BISAUTA à Jean-Paul SALDUCCI
- Michel SOROSTE à Jean-René ETCHEGARAY.

Secrétaire de Séance : Eric BONNAMY

OJ N°4 : APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2016.

L'exécution du budget 2016 est marquée par une stabilisation des dépenses et une forte augmentation des recettes de fonctionnement, et donc de la capacité d'autofinancement (CAF). Cette CAF a permis d'assurer le financement de plus de 7 M€ de dépenses d'équipement sans nécessité de recourir à l'emprunt, l'encours de dette poursuivant ainsi sa baisse débutée en 2012.

I. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

1. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

chap		CA 2015	Total voté 2016	CA 2016	Taux réalisation	Evolution 2015/2016
011	Charges à caractère général	297 345,04	714 747,00	430 239,09	60,19%	44,69%
012	Charges de personnel	411 973,33	455 000,00	454 858,03	99,97%	10,41%
014	Atténuations de produits	99 777,17	100 000,00	69 565,57	69,57%	-30,28%
65	Autres charges de gestion courante	19 289 152,03	19 477 000,00	19 215 922,22	98,66%	-0,38%
66	Charges financières	186 126,82	154 000,00	147 679,70	95,90%	-20,66%
67	Charges exceptionnelles	6 458,00	10 000,00	8 318,35	83,18%	28,81%
68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00		
022	Dépenses imprévues	0,00	1 568 306,00	0,00	0,00%	
	Dépenses réelles	20 290 832,39	22 479 053,00	20 326 582,96	90,42%	0,18%
042	Opérations d'ordre entre sections	2 731 511,33	2 429 885,00	3 970 327,07	163,40%	45,35%
023	Virement à la section d'investissement		5 304 143,00			
	Dépenses d'ordre	2 731 511,33	7 734 028,00	3 970 327,07	51,34%	45,35%
	Total Dépenses de Fonctionnement	23 022 343,72	30 213 081,00	24 296 910,03	80,42%	5,54%

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 20,3 M€, et sont donc stables (+0,18% / +35 k€) par rapport à 2015, avec un taux de réalisation de 90%.

L'augmentation la plus nette (+45%, soit -132,8 k€) concerne les charges à caractère général (chapitre 011), notamment les contrats de prestation de services (+138,3 k€), avec une Assistance à Maitrise d'Ouvrage pour le renouvellement de la Délégation de Service Public s'élevant à 98 k€, un inventaire physique des biens du STACBA pour 17,5 k€, ainsi qu'une assistance juridique sur les changements induits par la loi NOTRe pour 17,5 k€.

Les charges de personnel (chapitre 012), qui correspondent au remboursement des personnels mis à disposition par l'Agglomération Côte Basque-Adour, s'élèvent à 455 k€ avec un taux de réalisation de 100%.

Les autres charges de gestion courante (chap. 65) sont stables à 19,2 M€ (-0,38% soit -73 k€).

La principale charge du Syndicat, à savoir la contribution forfaitaire versée au délégataire, s'est élevée à 17,18 M€ (soit -0,02% / -4 k€).

Les autres charges correspondent au coût du transport scolaire (1,65 M€, soit -2%), à la gestion du transport scolaire par le délégataire (104,8 k€, stable), au PassUhabia (82,5 k€, soit -2,37 %), aux contrôles qualité (84 k€, stable), aux indemnités aux élus (42 k€, soit -19%) et à la subvention à l'AUDAP (stable à 60 k€).

Les charges financières (chapitre 66) diminuent significativement (-20%), suivant en cela l'évolution de l'encours de la dette.

Sont comptabilisées en dépenses d'ordre les dotations aux amortissements des immobilisations (3,97 M€).

2. RECETTES DE FONCTIONNEMENT

chap		CA 2015	Total voté 2016	CA 2016	Taux réalisation	Evolution 2015/2016
73	Impôts et taxes	20 510 256,76	22 457 826,00	23 354 556,00	103,99%	13,87%
74	Dotations et participations	7 697 296,06	7 728 755,00	7 721 280,78	99,90%	0,31%
75	Autres produits de gestion courante	12 313,56	12 000,00	12 394,63	103,29%	0,66%
76	Produits financiers	9 757,03	2 000,00	2 075,90	103,80%	-78,72%
77	Produits exceptionnel	31 157,57	12 500,00	43 310,86	346,49%	39,01%
775	Cessions	680,20	0,00	10 820,60		1490,80%
	Recettes réelles	28 261 461,18	30 213 081,00	31 144 438,77	103,08%	10,20%
042	Opérations d'ordre entre sections	342 201,11	0,00	1 529 621,72		346,99%
	Recettes d'ordre	342 201,11	0,00	1 529 621,72		346,99%
	Total Recettes de Fonctionnement	28 603 662,29	30 213 081,00	32 674 060,49	108,15%	14,23%

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 31,14 M€ et augmentent de 10,2%, soit +2,88 M€ avec un taux de réalisation de 103%.

Cette forte hausse s'explique essentiellement par l'évolution du chapitre 73, qui augmente de 13,87%, soit +2,8 M€ avec un taux de réalisation de 104%, du fait du changement du taux de la taxe versement transport à 2% au 1^{er} janvier 2016 (auparavant à 1,8%), majoré par la reprise économique.

Le chapitre 74 est stable à 0,3% (+24 K€). La plus forte augmentation concerne la participation des communes et des départements au financement du transport scolaire pour 563 k€ (soit +10%, +52 k€), du fait notamment de nouvelles conventions avec la ville de Tarnos et le Conseil Départemental 40 pour le transport des collégiens tarnosiens. A ces participations, sont ajoutées la Dotation Générale de Décentralisation perçue de l'Etat au titre du financement des transports scolaires (fixe depuis 2009 à 814 k€), ainsi que les participations des familles (312 k€).

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Sont comptabilisées également dans ce chapitre les participations des communes, de l'Agglomération et du Centre Hospitalier aux navettes, en légère diminution à 1,13 M€ (-6,3% / -76 k€), mais pour lesquelles + 93,69 k€ sont ajoutés début 2017 au titre des régularisations de l'année 2016.

Quant aux contributions des collectivités membres au fonctionnement du STACBA, elles s'élèvent à 4,87 M€ (soit +1%, +48,3 k€).

Les recettes du chapitre 75 sont stables à 12 K€ avec un taux de réalisation de 103%. Elles correspondent aux revenus des loyers des kiosques.

Les produits financiers (chapitre 76) constatent le montant reçu sur l'opération de couverture d'un emprunt (2 k€).

Les produits exceptionnels (chapitre 77) correspondent essentiellement à des subventions de l'ADEME, de SAFRAN et du Conseil départemental 40 pour l'élaboration du Plan de Déplacements d'Entreprise de Turboméca (33,65 k€), ainsi que des cessions de bus pour ferrailage (10,82 k€).

3. EQUILIBRE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Globalement, opérations réelles plus opérations d'ordre, la section de fonctionnement dégage un résultat excédentaire de 8 377 150,46 €.

La capacité d'autofinancement (CAF) est en nette hausse (+35,7%, +2,85 M€) et atteint 10,8 M€, soit un niveau très important équivalant à 34,7% des recettes réelles de fonctionnement.

	CA 2015	Total voté 2016	CA 2016	Taux réalisation	Evolution 2015/2016
CAF (épargne brute)	7 970 629	7 734 028	10 817 856	139,87%	35,72%

II. LA SECTION D'INVESTISSEMENT

1. DEPENSES D'INVESTISSEMENT

chap		CA 2015	Total voté 2016	CA 2016	Taux réalisation	RAR 2016
001	Résultat d'investissement reporté					
16	Emprunt et dette	981 101,77	993 000,00	992 872,91	99,99%	0,00
20	Immobilisations incorporelles	151 022,75	306 802,00	222 423,52	72,50%	43 712,00
204	Subventions d'investissement	36 344,00	255 200,00	30 655,93	12,01%	13 889,00
21	Immobilisations corporelles	2 263 177,77	8 425 270,00	5 112 896,14	60,69%	3 016 195,00
23	Immobilisations en cours (hors TCSP)	216 571,82	2 177 303,00	529 105,81	24,30%	1 648 195,00
23	TCSP	367 988,47	10 710 000,00	1 165 336,07	10,88%	0,00
020	Dépenses imprévues		1 700 221,00			
	Dépenses réelles	4 016 206,58	24 567 796,00	8 053 290,38	32,78%	4 721 991,00
040	Opérations d'ordre entre sections	342 201,11		1 529 621,72		
041	Opérations d'ordre patrimoniales	77 007,14	2 035 664,00	1 102 155,93	54,14%	
	Dépenses d'ordre	419 208,25	2 035 664,00	2 631 777,65	129,28%	
	Total Dépenses d'Investissement	4 435 414,83	26 603 460,00	10 685 068,03	40,16%	4 721 991,00

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Les dépenses réelles d'investissement se sont élevées à 8,05 M€.

Le remboursement du capital de la dette s'établit à 992 k€ en 2016 contre 981 k€ en 2015. Aucun emprunt nouveau n'ayant été souscrit en 2016, l'encours de dette diminue de 4,39 M€ au 31 décembre 2015 à 3,39 M€ fin 2016.

Le ratio de capacité de désendettement (encours de dette sur capacité d'autofinancement) s'établit désormais à moins de 4 mois (0,31), traduisant un très faible endettement du Syndicat.

Les dépenses d'équipement s'élèvent à 7,06 M€, dont 5,36 M€ pour le réseau de transports urbains (chapitres 20, 204 et 21) avec :

- la réalisation d'une enquête origine-destination (138 k€),
- des travaux d'aménagement du dépôt de bus (120,5 k€),
- l'installation de sanitaires pour les chauffeurs aux terminus des lignes (58,5 k€),
- et surtout l'acquisition de 9 nouveaux véhicules standards avec leurs équipements (livrées, SAE, vidéosurveillance et radios) pour 4,6 M€.

Concernant le chapitre 23 (immobilisations en cours), les travaux et études de voirie se sont élevés à 439 k€ dont 319 k€ pour la création d'un couloir entre Maignon et Girouette et les avances sur commandes (correspondant à l'achat des 9 véhicules) à 89 k€.

Sur le plan des infrastructures, on note les investissements liés au projet Tram'bus (1,16 M€) représentant essentiellement de la Maîtrise d'œuvre (863 k€), des études (65 k€) et de la communication (50 k€).

2. RECETTES D'INVESTISSEMENT

chap		CA 2015	Total voté 2016	CA 2016	Taux réalisation	RAR 2016
001	Résultat d'investissement reporté	5 076 028,65	8 321 822,96	8 321 822,96	100,00%	0,00
1068	Excédent de fonctionnement reporté	4 609 589,47	5 581 318,57	5 581 318,57	100,00%	0,00
1022						
2	FCTVA	0,00	13 100,00	0,00	0,00%	13 100,00
024	Produits des cessions	0,00	2 400,00	0,00	0,00%	0,00
13	Subventions	190 128,94	500 000,00	1 610 474,05	322,09%	0,00
16	Emprunts d'équilibre					
23	TVA TCSP	0,00	573 664,00	0,00	0,00%	573 664,00
27	Autres immobilisations financières	72 972,26	1 841 462,47	820 112,67	44,54%	363 298,00
Recettes réelles		4 872 690,67	16 833 768,00	8 011 905,29	47,59%	950 062,00
021	Virement de la section de fonction	0,00	5 304 143,00	0,00	0,00%	
040	Opérations d'ordre - Amortissement	2 731 511,33	2 429 885,00	3 970 327,07	163,40%	
041	Opérations d'ordre patrimoniales	77 007,14	2 035 664,00	1 102 155,93	54,14%	
Recettes d'ordre		2 808 518,47	9 769 692,00	5 072 483,00	51,92%	
Total Recettes d'Investissement		12 757 237,79	26 603 460,00	21 406 211,25	80,46%	950 062,00

Outre le résultat d'investissement reporté de 2015 (8,32 M€) et l'excédent de fonctionnement 2016 capitalisé (5,58 M€), les recettes réelles correspondent aux versements de subventions de l'Etat, de l'ACBA et du Conseil Départemental 64 pour le projet Tram'bus (1,61 M€) d'une part, et à la récupération par le biais du délégataire de la TVA acquittée sur les investissements mis à disposition (820 k€) d'autre part.

BAYONNE – ANGLET – BIARRITZ – BOUCAU – BIDART – SAINT PIERRE D'IRUBE – TARNOS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Conformément aux prévisions, et grâce à un important autofinancement, aucun emprunt n'a été mobilisé sur l'exercice.

Les recettes d'ordre correspondent à l'amortissement des immobilisations (3,97 M€) et aux opérations patrimoniales (1,1 M€).

3. SOLDE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Le solde d'investissement de l'exercice est positif de 10 721 143,22 €.

En tenant compte des restes à réaliser (4,72 M€ en dépenses et 0,95 M€ en recettes), le solde d'investissement s'élève à + 6 949 214,22 €, ce qui conduit à un résultat global, toutes sections confondues, de +15 326 364,68 €.

Conformément à l'article L.1612-12 du code général des collectivités territoriales, après avoir porté à la connaissance de l'assemblée les résultats et les éléments significatifs du compte administratif 2016, Monsieur le Président fait procéder au vote.

Nota : En application de l'article L.2121-14 du CGCT, le Président, ordonnateur de la collectivité, ne peut pas présider la séance de l'assemblée au cours de laquelle est présenté son compte administratif, ni participer au vote sauf lorsque le compte administratif débattu relève exclusivement des opérations effectuées par un précédent président, il n'y a pas lieu d'élire un président spécial de séance, celle-ci pouvant être présidée par le président actuellement en fonction.

ADOpte A L'UNANIMITE

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.

Certifié exécutoire.

Transmis à la Sous-Préfecture

De Bayonne le ... 3.1 MAI 2017 ...

Affiché le 3.1. MAI 2017

Le Président

Claude OLIVE

